

dajaloo

ensemble avec les paysans

n°28 février/mars 2012

BIMESTRIEL - ne paraît pas
en août et novembre



Rue aux Laines, 4
1000 Bruxelles
n° d'agrément : P601176

A close-up portrait of a Bolivian man wearing a traditional hat decorated with colorful beads and a vibrant, patterned jacket. The background is a clear blue sky.

Viva
Bolivia !

- P. 3-4 **La transformation sociale bolivienne : un modèle fragile**
- P. 5-6 **La feuille de coca, un bien pour un mal ?**
- P. 7-8 **L'artisanat bolivien en voie de professionnalisation**
- P. 9-10 **SOS Faim en Bolivie : 15 ans d'accompagnement**
- P. 11 **Un été avec Fincafé, future banque des caféiculteurs ?**



[édito]

Bolivie, à la croisée des chemins...

> Pour celles et ceux qui ne reçoivent pas encore Dajaloo...

Vous souhaitez garder le contact avec SOS Faim ? Abonnez-vous en vous adressant à cra@sosfaim.org, ou à SOS Faim – Dajaloo, rue aux Laines 4, 1000 Bruxelles.

Ed. resp. : Freddy Destrait
SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02/548 06 70
F 02/514 47 77
cra@sosfaim.org
www.sosfaim.org

CCP : 000-0000015-15

Réalisé avec le soutien de la DGD



Comité éditorial :
Clémentine Rasquin, Marie Lefèvre, Géraldine Higél, Maud Evrard, Lynn Eselius, Zoé Gallez, Maryse Williquet.

Comité de relecture :
Maryse Williquet, Christiane Gillet, Laurent Biot.

Crédits photos :
Yann Verbeke (p. 1), David Ducoin (p. 3, 5, 12), Gaël Turine (p. 7, 8), Clémentine Rasquin (p. 2, 6), SOS Faim (p. 4, 9, 10), Zoé Gallez (p.11).

Il y a six ans encore, la Bolivie faisait office de parent pauvre du continent sud américain. Enclavé entre des pays voisins à la taille et au poids économique bien plus important, ce petit pays (tout de même 36 fois plus grand que la Belgique) pesait bien peu dans la balance. Avec l'arrivée au pouvoir en 2006 d'Evo Morales, premier président d'origine indigène, c'est un nouveau pays qui se dessine.

La politique d'Evo Morales repose sur deux axes prioritaires : la nationalisation des ressources naturelles et la reconnaissance de l'identité multiculturelle du pays. Ces deux chantiers sont les moteurs du processus de transformation sociale. En 2009, la Bolivie met en place un plan national de développement construit autour des concepts de « Bolivia digna : social y comunitaria » et de « buen vivir ». Cette notion, en marge du « vivre mieux » appliqué par le modèle dominant néolibéral, propose un mode de développement qui permet à tous d'atteindre un niveau de vie simple et digne sans pénaliser l'environnement ou le développement d'autres populations.

Si le gouvernement Morales marque clairement sa volonté de se différencier du gouvernement précédent, les lignes directrices qui le guident font parfois défaut. En effet, le caractère « pluri » propre aux identités culturelles du pays rayonne aussi au niveau des intérêts, aspirations, revendications, projets portés par le président. Qualifiée de « gauche carnivore » par ses opposants, la politique de Morales laisse aussi sur sa route des laissés-pour-compte qui se disent victimes d'un racisme inversé.

Il semble donc que la Bolivie soit dans un état de transition, résolument en marge de son passé mais au destin et à l'équilibre encore boiteux. Que la Bolivie choisisse une voie de développement alternative est tout à son honneur, mais le chemin à parcourir est encore long puisque même en terme de développement humain (IDH¹), la Bolivie se positionne à la 108^{ème} place sur 187 pays. Espérons que le « buen vivir » trace la route bolivienne sur la bonne voie, c'est tout le bien qu'on lui souhaite en tout cas !

> Clémentine Rasquin

1/ IDH : Indice de développement humain est un indice statistique créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. L'IDH repose sur 3 critères : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie.

La transformation sociale bolivienne : un modèle fragile

Longtemps cantonnée à son statut de pays pauvre, la Bolivie connaît depuis 2006 une transformation sociale inédite. Fort d'une mobilisation citoyenne sans précédent et d'un programme ambitieux, Evo Morales a hissé la Bolivie dans un processus de transformation profond, mais ses ambitions ont aussi été rapidement mises à mal par une opposition marquée. Le premier président indigène du pays aura fort à faire pour atteindre ses objectifs.

Evo Morales : symbole et « instrument » de la transformation sociale

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales apparaît comme l'aboutissement du combat idéologique des années 1980-1990. Ces mouvements font de la culture de la feuille de coca le symbole de la lutte à la fois contre l'impérialisme américain et contre l'élite néolibérale bolivienne.

La guerre de l'eau en 2000 puis la guerre du gaz en 2003 achèvent de fédérer la mobilisation de groupes sociaux hétérogènes qui voient en Evo Morales, indien, « cocalero¹ » et syndicaliste, un moyen d'enfin faire reconnaître l'identité indigène et de récupérer la souveraineté des ressources naturelles. Evo est élu Président en 2005 et son parti, le MAS (Mouvement vers le socialisme) obtient la majorité absolue des suffrages.

Premières mesures, premiers succès

Dès son arrivée, Evo Morales organise la réappropriation par l'Etat des ressources naturelles boliviennes (gaz naturel, lithium) et annonce par décret la nationalisation des hydrocarbures et la renégociation de tous les contrats avec des entreprises étrangères en vue d'assurer 82 % des revenus liés aux hydrocarbures à l'État.



Parallèlement, il s'attelle à la « refondation » de la nation, c'est-à-dire à la reconnaissance de l'« indianité » et du caractère multiculturel de la Bolivie, où près de 60% de la population est d'origine indigène. Malgré des débuts difficiles, la nouvelle assemblée constituante rédige une constitution adoptée en 2009. Celle-ci contient des avancées historiques en matière de reconnaissance multiculturelle, de droits socio-économiques et d'interdiction de privatiser les ressources naturelles.

D'autres mesures suivent, telles que la loi sur les terres et des programmes d'aide aux plus démunis, mais elles seront vite reléguées au second plan avec l'émergence de tensions.

↑ Evo Morales, l'espoir de voir enfin la reconnaissance des particularismes culturels indigènes et la récupération des ressources naturelles.

¹ / Le cocalero est un producteur de coca.

→ L'élite bolivienne s'attaque notamment au travail de l'assemblée constituante et souligne l'absence de consensus pourtant promis par Evo Morales.



La transformation sociale face à la réalité politique

En effet, dès la seconde moitié de 2006, la classe supérieure bolivienne, constituée de grands propriétaires terriens, proteste pour combattre un programme qu'elle juge contraire à ses intérêts. Evo Morales s'avère peu habile dans la gestion des conflits et finit par s'imposer par la force au risque de saper l'esprit démocratique de son projet.

La politique du président a d'ailleurs son lot de mécontents au sein même du MAS étant donné le caractère hétérogène des groupes qui le composent (mineurs de Potosi, producteurs et paysans, communau-

tés aymara d'El Alto) et la diversité de leurs intérêts. Ses détracteurs pointent aussi le manque de cadres qualifiés et le recours au clientélisme comme solution pour obtenir une (très relative) paix sociale.

Evo Morales devra ainsi surmonter de nombreux obstacles pour imposer son idéal démocratique et socialiste et parvenir à asseoir le développement de son pays, non sur une économie des matières premières, mais sur un système économique original où l'Etat protège l'auto-gestion et l'auto-organisation, plus propices à l'égalité entre les peuples et au « Buen vivir ».

> **Géraldine Higel**, bénévole



Le projet TIPNIS : exemple de contradiction du gouvernement Morales

Ce projet a provoqué une première rupture entre le gouvernement de gauche et ses alliés historiques, les organisations syndicales et indigènes. Le projet TIPNIS vise la construction d'une route de 300 km à travers la forêt amazonienne, ce qui couperait la réserve écologique du Tipnis (Territoire indigène et Parc national Isiboro Secure). Il est étonnant qu'Evo Morales soutienne ce projet étant donné son impact écologique et le risque de colonisation des territoires concernés par les cultivateurs de coca. En août 2011, les indigènes ont entamé une marche de protestation qui a pris une ampleur nationale. Ils ont eu gain de cause en octobre 2011 puisque Morales a fait passer une loi interdisant la construction routière. Mais aujourd'hui la controverse renaît quant à l'éventuelle poursuite du projet.

La feuille de coca, un bien pour un mal ?

En arrivant à la Paz, on ne s'étonnera pas de se faire offrir un maté (infusion) de coca ou de croiser paysans et cholitas¹ de l'Altiplano, chauffeurs de taxi ou encore mineurs de Potosi, la joue arrondie par les feuilles de coca. Culture emblématique du pays, la coca occupe un rôle central dans les pratiques sociales et religieuses en Bolivie. Souvent confondue, à tort, avec son dérivé (la cocaïne), la culture de coca est aujourd'hui limitée et risque à terme d'être interdite. De la feuille verte à la poudre blanche : SOS Faim vous propose un éclairage sur la question ...



Un peu d'histoire...

La feuille de coca provient d'une plante d'Amérique latine : le cocaïer. Les Indiens des régions andines l'utilisaient déjà dans leurs rituels, il y a plus de 4.500 ans ! Son statut sacré s'explique par le fait qu'elle est utilisée dans des contextes très différents et par tous. En matière d'agriculture, la feuille de coca peut faire office d'offrande à la "Pachamama" (terre-mère) afin de solliciter sa générosité. Offrir des feuilles de coca à un hôte est aussi une marque de respect. Pendant la colonisation, sa consommation s'est répandue parmi les mineurs qui descendaient dans la mine le ventre vide. Comme la feuille est réputée pour ses vertus énergisantes et coupe-faim, elle leur permettait d'affronter d'éprouvantes conditions de travail. En 1887, elle entra même dans la composition du célèbre Coca-Cola.

Infusée ou mâchée, la coca est prisée pour ses nombreuses vertus.

Les effets de la feuille de coca sont ceux d'un excitant comparable au café. La mâcher diminue fortement les caries et augmente la résistance physique. Elle complète aussi l'alimentation peu diversifiée des Boliviens : 100 g de coca suffisent à satisfaire les besoins journaliers en calcium, fer, phosphore, vitamines A et B2. La coca est également utilisée dans des produits aussi basiques que le shampooing, le dentifrice, ou les médicaments.

Des revenus supérieurs à ceux des producteurs de café et de cacao...

D'un point de vue économique, les paysans andins sont attachés à la coca parce qu'elle est facile à cultiver et qu'aucune autre culture traditionnelle (café ou cacao) ne garantit un revenu équivalent.

↑ Amauta Modesto Flores lit dans des feuilles sacrées de coca. Culture emblématique du pays, la coca occupe un rôle central dans les pratiques religieuses.

1/ Cholita est le diminutif de « chola », ce terme désigne la femme aymara vivant en ville mais portant le costume traditionnel.

→ La coca est extrêmement bien adaptée aux régions tropicales d'Amérique latine, elle offre jusqu'à quatre récoltes par an et ne nécessite que peu d'entretien.



C'est pourquoi la tentation est grande pour les petits producteurs de se détourner d'autres cultures au profit de la coca. D'où l'importance de soutenir les cultures vivrières, vitales à la sécurité alimentaire du pays et à son développement économique. Dans ce sens, SOS Faim travaille aux côtés des agriculteurs biologiques et producteurs de cacao et de café.

Sans la coca, pas de cocaïne ...

Malgré ses avantages, la coca a aussi son lot de détracteurs. Elle est, en effet, la matière première d'un stupéfiant, la cocaïne, dont la Bolivie est le troisième producteur mondial. Pourtant, les *cocaleros* (producteurs de coca), sont loin de toucher les bénéfices du trafic de cocaïne que les narcotrafiquants empochent. En effet, alors que la coca varie entre 1,1 et 6 \$ le kilo (selon qu'elle soit séchée ou pas), la cocaïne est vendue en Europe à 60.000\$ le kilo¹.

Ces dernières années la Bolivie a pris des mesures en matière de lutte contre la

production illégale de coca. Elle a ainsi supprimé quelques 10.000 hectares de plantations afin de limiter son usage à la consommation traditionnelle. Dans ce sens, des quotas ont été instaurés par le ministère de la coca, diminuant la superficie dédiée aux cultures de coca à 12.000 hectares. Il s'agit ici de chiffres officiels, il importe de rester nuancé quant à leur mise en pratique réelle. Dans ce combat, la Bolivie peut compter sur un soutien non négligeable, celui de son Président, ancien *cocalero* qui a déclaré : *"En tant que producteur et président (de la Bolivie) j'ai des responsabilités, je dois défendre une identité. La feuille de coca a quelque chose de sacré."*

En définitive, la feuille de coca ne pose pas question dans son utilisation primaire (symbolique, alimentaire & énergétique) mais bien dans l'utilisation secondaire qui en est faite. La feuille de coca, un bien pour un mal ?

> Marie Lefèvre, bénévole

1/ Source : « World Drug Report 2010, obtenu sur base des ARQ (Annual reports questionnaire) envoyés par les gouvernements à l'UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime) ».

L'artisanat bolivien en voie de professionnalisation

L'artisanat fait partie intégrante de la vie rurale bolivienne. Faisant appel à des savoir-faire transmis de génération en génération, les Boliviens (principalement les femmes) consacrent autant de temps à l'artisanat (tissage, tricot, broderie, céramique...) qu'à leur activité agricole. L'artisanat est dit « à vocation culturelle » lorsqu'il y a reproduction d'objets, formes ou motifs à caractère culturel ou spécifiques à une communauté.



Les associations villageoises d'artisans sont nombreuses, mais très peu organisées entre-elles. C'est particulièrement vrai pour celles engagées dans de l'artisanat dit « à vocation culturelle », qui sont séparées par des barrières linguistiques et géographiques. Ce manque d'organisation nuit au bon développement du secteur et à la prise en compte de ses intérêts.

C'est dans ce contexte que le réseau OEPAIC¹ s'est formé en 2000 à l'initiative de six associations d'artisans. Le réseau compte aujourd'hui douze associations représentant 3.064 membres. La mission principale de RED OEPAIC est d'améliorer les conditions de vie des artisans via une meilleure reconnaissance du secteur. Dans ce sens, RED OEPAIC a remis une proposition de loi ayant pour objectifs :

- la reconnaissance du statut d'artisan,
- une forme d'imposition plus juste,
- un meilleur soutien à la promotion de la vente,
- un appui financier de la production artisanale en vue de réduire ses coûts,
- la protection des droits d'auteur,
- le renforcement des capacités des artisans,
- un appui social en vue de faciliter l'accès à un local de travail ou de stockage.

Concernant la reconnaissance du statut de l'artisan, le réseau lutte pour qu'il soit mieux adapté, car actuellement les associations d'artisans ont le choix entre deux catégories d'imposition : « à but lucratif » ou « sans but lucratif ». Bien qu'elles poursuivent une activité commerciale, les associations d'artisans jouent aussi un rôle socioculturel et investissent une

1/ Red OEPAIC :
Red de Organizaciones Economicas
de Productores Artesanos con
Identidad Cultural

→ En 2007, pour les ménages, la vente de l'artisanat représentait une contribution importante d'environ 200\$ par an², un montant qui permettrait de couvrir les besoins de base d'une centaine de jours.



partie de leurs bénéficiaires dans la formation de leurs membres. Mais cette dualité n'est pas reconnue et ne colle à aucun cadre juridique, ce qui les prive de certaines sources de financement.

Par ailleurs, en matière de fiscalité, le combat du réseau porte sur la possibilité pour les artisans d'être exonérés de TVA, comme c'est le cas pour le secteur du tourisme. RED OEPAIC travaille aussi à la création d'une base de données statistiques sur les artisans qui servira à mieux ajuster les politiques les concernant.

Pourtant le contexte politique est plus favorable aujourd'hui que lors de la naissance du réseau. Plusieurs commissions ont été mises en place dans lesquelles des représentants de la société civile sont impliqués pour analyser les projets de loi. La reconnaissance du réseau comme interlocuteur dans ces commissions représente une certaine assurance de voir les revendications des artisans mieux prises en compte. Cependant, les changements sont lents car ils dépendent de plusieurs ministères.

La professionnalisation du secteur est quant à elle bien tangible et résulte d'un important travail de formation des artisans et de la mise en place de normes de qualité. L'artisanat a gagné en renommée auprès d'une clientèle qui en reconnaît la valeur. La vente est mieux organisée dans les boutiques du réseau et sur les lieux touristiques. Par ailleurs, une foire nationale, IntegrArte, est organisée par RED OEPAIC chaque année et permet aux artisans et acheteurs de se rencontrer. La clientèle principale est essentiellement constituée de touristes aisés et de Boliviens issus de la classe moyenne grandissante. Les perspectives de ventes sont donc encourageantes, mais les marges restent faibles et soulignent l'importance de réformes législatives nécessaires.

Jusqu'à présent le secteur a pu compter sur l'appui d'ONG étrangères telles que SOS Faim. A l'avenir, il est souhaitable que RED OEPAIC devienne financièrement autonome, mais cela devra se faire progressivement, étant donné les minces bénéfices engendrés par les membres.

> Lynn Erselius, bénévole

²/ Chiffres de 2007 communiqués par RED OEPAIC.

SOS Faim en Bolivie : 15 ans d'accompagnement

Ecrire un article sur les partenaires boliviens de SOS Faim est un bon moyen d'entrer dans les thématiques de travail de l'ONG. Une rencontre dans les bureaux de SOS Faim avec Laurent Biot (responsable des partenariats Amérique latine) me permet de mieux appréhender ce vaste sujet et de vous livrer ces quelques informations...

Comment a démarré le partenariat de SOS Faim en Bolivie ?

SOS Faim est active en Bolivie depuis plus de 20 ans. Au début, on travaillait avec un consultant sur des appuis ponctuels. Depuis 1995, et vu le grand nombre de partenaires, SOS Faim dispose d'une antenne locale située à Cochabamba. Comme dans ses autres pays d'intervention, SOS Faim a pris le parti de travailler avec des partenaires et des équipes locales plutôt qu'avec des expatriés.

Qui sont les partenaires de SOS Faim en Bolivie ?

Depuis 2011, SOS Faim travaille avec des associations ou réseaux qui regroupent plusieurs petites organisations de base. Actuellement, nous comptons six partenaires :

- **Red OEPAIC** (Réseau des Associations d'Artisans)
- **AOPEB** (Association des Organisations de Producteurs Biologiques de Bolivie)
- **FONDOECAS** (département du CIOEC, fédération paysanne bolivienne)
- **FINCAFE** (Institution de microfinance pour les producteurs de café en Bolivie)

- **PRO-RURAL** (ONG de développement rural)
- **CIUDADANIA** (projet de développement économique local, pour renforcer les liens entre groupements de producteurs et autorités locales).



« La Bolivie est un des pays les plus soutenus par SOS Faim, elle arrive en 3ème position (après le Pérou et le Sénégal) avec un budget de 590.000 euros en 2011. »



➔ SOS Faim soutient le projet « Laine de mouton » à Chuquisaca

Organisé par l'ONG PRORURAL, ce projet a débuté en 2008 par un travail d'amélioration des capacités productives des éleveurs familiaux. Cette initiative crée des alliances entre des éleveurs de moutons qui vendent de la laine et une entreprise locale qui fabrique et exporte des chapeaux. Le projet a par ailleurs pris une dimension de développement local grâce à l'implication des gouvernements locaux. Après une année de test, en 2010, l'association d'éleveurs a vendu 450 Kg de laine à l'entreprise et devrait continuer sur sa lancée.

Quelles sont les filières les plus soutenues et quel rôle y joue SOS Faim ?

Les partenariats engagés par SOS Faim sont liés à 3 grandes filières :

- le café
- l'artisanat
- le bio

L'objectif de SOS Faim est d'accompagner les partenaires. Cela implique de les identifier, de cerner leurs finalités et orientations stratégiques ainsi que les domaines à consolider afin de définir ensemble un plan de renforcement. SOS Faim soutient les acteurs ruraux à plusieurs niveaux : politique (défense de leurs intérêts), financier (amélioration de l'accès et des conditions de financement), et aux niveaux de la production, transformation et commercialisation des produits. Par contre, SOS Faim ne fournit pas directement d'appui technique. Sa force réside dans l'expérience de l'accompagnement d'organisations paysannes et de microfinance.

Quelles sont les principales avancées observées? Quels sont les enjeux pour les années à venir ?

Au niveau de la filière café, un gros travail a été fourni pour que les coopératives puissent atteindre les critères de la production bio et du commerce équitable.

Actuellement, toute la production est labélisée. Par ailleurs, l'enjeu est de maintenir un niveau suffisant de production (et donc de revenus) dans les années à venir car les plantations vieillissent et il faut les renouveler. Cela demande une bonne organisation car il faut compter trois ans avant qu'un plant ne soit réellement productif. Un défi de taille à relever qui nécessite une bonne organisation du renouvellement des plantations de café. Une alliance a été mise en place entre FINCAFE, institution de prêt, qui propose des crédits échelonnés sur deux ou trois ans aux producteurs, et l'AOPÉB qui leur fournit une assistance technique.

Au niveau de l'artisanat, on observe une meilleure qualité de la production. L'enjeu dans ce domaine est d'atteindre le point d'équilibre.

Notons enfin que le gouvernement d'Evo Morales (en place depuis 2006) est le premier à se montrer plus favorable aux organisations paysannes. La nouvelle constitution et plusieurs lois mises en place sont mieux adaptées aux causes et intérêts des partenaires de SOS Faim, même si leur application concrète tarde parfois à se mettre en œuvre.

> Propos recueillis par **Maud Evrard**, bénévole



Plus d'infos sur les projets boliviens sur :
www.sosfaim.org/ong-developpement-FR-partenaires_sud-carte_partenariats.htm

Un été avec Fincafé, future banque des caféiculteurs ?

C'est à l'occasion de mon stage réalisé en juillet-août dernier en Bolivie que j'ai eu l'occasion de découvrir l'institution de microfinance Fincafé, partenaire de SOS Faim. Fincafé est une institution financière qui accorde des prêts aux coopératives de café de la région tropicale des Yungas.

Après deux jours d'acclimatation à l'altitude, les objectifs de mon stage furent fixés : en tant que juriste, je m'attellerai à évaluer la situation juridique de Fincafé et l'intérêt de développer un département légal en interne. Mais rien de plus utile que de se retrouver d'abord sur le terrain pour percevoir les particularités de l'institution. Je profite donc d'une escapade dans les Yungas pour faire la tournée des coopératives de producteurs en compagnie d'Eulogio venu présenter un nouveau produit : un prêt individuel aux coopérateurs, dédié à l'amélioration de la productivité des parcelles, avec un accompagnement adapté.

De retour à La Paz, les jours s'enchaînent entre les réunions avec les partenaires, les analyses de dossiers, les discussions avec des experts, les rencontres avec des juristes d'autres institutions de microfinance et les recherches sur la régulation de la microfinance bolivienne. Je commence à mieux cerner les enjeux du secteur et participe à de nombreux débats sur la possibilité de faire évoluer l'institution en banque des caféiculteurs, souhaite d'Eulogio et du conseil d'administration. Mais le chemin est long: l'institution doit changer ses statuts et passer d'une association sans but lucratif à une société anonyme et entrer dans le cadre de régulation prévu par l'ASFI (l'autorité administrative du système financier). Si elle respecte les conditions prescrites, Fincafé pourra notamment avoir accès à l'épargne publique et proposer davantage de services réservés



« Eulogio, le gérant de Fincafé, m'avait réservé un chaleureux accueil à la Paz-El Alto. »

aux institutions bancaires. Le retour vers les coopérateurs est très positif : un atelier de trois jours est organisé avec la Fecafab (fédération des caféiculteurs) et, après des débats animés et le partage de quelques feuilles de coca, les grandes lignes de développement stratégique sont adoptées. La veille de mon départ, l'assemblée générale confirme ces orientations. En espérant que cette évolution permette aux petits producteurs de se réappropriier leur économie !

> Zoé Gallez, stagiaire



Envie d'en voir et d'en lire plus?

« Tambien la lluvia » (Même la pluie) d'Iciar Bollain

Un jeune réalisateur et son producteur arrivent en Bolivie pour réaliser un film historique. Mais le tournage est rapidement interrompu par la révolte menée par un des acteurs principaux contre la privatisation de l'eau courante. En parallèle des répétitions du film, le réalisateur et le producteur assistent à une lutte tant vitale que politique. Ils devront in fine choisir entre le soutien de cette mobilisation citoyenne et la poursuite de leur film.

« Hermana Constitucion » de Soledad Dominguez

« Notre chère constitution, le chemin vers une autre Bolivie » retrace les deux années d'élaboration de la nouvelle constitution bolivienne. Au travers de nombreux témoignages, ce documentaire illustre les oppositions politiques existantes, tout comme les revendications et l'espoir de la population bolivienne.

WWW Le DVD est disponible via le site www.zintv.org

« Quand le Sud n'attend plus » de Switch-ASBL

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont aujourd'hui loin d'être atteints. Alors qu'au Nord on se soucie des raisons de cet échec, les pays du Sud veulent aller de l'avant. Ce documentaire de 16 minutes tente de mettre en évidence les initiatives que la Bolivie a prises pour définir sa propre stratégie de développement en rupture avec le modèle prôné jusqu'à présent par les institutions internationales.

WWW Disponible sur www.switch-asbl.org

« La Bolivie d'Evo – Démocratie, indianiste et socialiste ? » - Alternative Sud

Les priorités du gouvernement d'Evo Morales : la récupération de la souveraineté nationale, la redistribution sociale des revenus, la reconnaissance de la diversité culturelle et la revalorisation de la démocratie. Mais le nationalisme de gauche aux accents indianistes du président effraie avant tout l'élite blanche des riches régions de Bolivie, ainsi qu'une certaine communauté internationale.

WWW Infos sur www.cetri.be

Sur le sujet, lire aussi le « Débat Bolivie » dans le *Défi Sud* n°99, disponible dans la rubrique « publications » sur www.sosfaim.org

WWW
Pour en savoir plus
sur les partenaires,
voir la rubrique
« partenaires Sud »
sur www.sosfaim.org

> **Maryse Williquet**, stagiaire